

Cultivons la solidarité

Le pouvoir des consommateurs



Foto: OPE

Le réseau Objectif Plein Emploi développe un projet appelé Kalendula (à Altwies) – avec des objectifs d'éducation à l'environnement, entre devoir de mémoire et sécurité alimentaire, il implique jeunes et moins jeunes pour réapprendre à cultiver et à se cultiver, entre patrimoine et citoyenneté

Nicolas Brootcorne*

A Aubagne (région marseillaise) se déroulait le 3^e colloque international sur les „partenariats locaux solidaires entre producteurs et consommateurs“, une rencontre des Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne* (AMAP) organisée par le réseau Urgenci qui les regroupe au niveau international. En tant qu'acteur de l'économie solidaire, nous y étions pour nous pencher sur un phénomène qui connaît un succès grandissant aux quatre coins de la planète.

L'aventure a débuté dans les années 60 de l'autre côté de la planète, plus exactement au Japon. Suite à l'essor économique que connu le pays, l'agriculture s'est rapidement industrialisée. En réaction, des consommateurs sensibilisés aux problèmes de pollutions multiples ont décidé de modifier leur mode d'alimentation et de collaborer directement avec des agriculteurs en créant les premiers Teikei (en japonais „partenariat“). Le concept initial était de garantir au producteur l'acquisition de toute sa récolte sur un an en échange de quoi ce dernier s'engageait à fournir des aliments de qualités exempts de produits chimiques. Le concept s'est ensuite propagé au reste de l'Asie, en Europe, aux Amériques...

Aujourd'hui, à l'heure des agrocarburants (qualifié, à tort, de „bio“-carburant), des OGM et des brevets sur le vivant, ... le concept est plus que jamais d'actualité car outre la qualité des produits, le projet présente des intérêts pour l'environnement et la cohésion sociale.

Si le système de départ basé sur la proximité reste de mise, les objectifs varient et se déclinent suivant les caractéristiques locales. „Think globally, act locally“, c'est bien de cela qu'il s'agit car si l'agriculture a ses spécificités au nord et au sud, il est une autre réalité: l'agriculture n'a plus comme première et universelle vocation vitale la fonction nourricière. L'agriculture est un secteur économique comme les autres qui peut être délocalisé au grès des exigences de l'économie. Qu'en Europe, du bétail soit

nourri au soja brésilien ne pose de problèmes à personne.

Nous sommes tellement habitués à ce type de fonctionnement que, même si nous trouvons absurde qu'une tomate parcourt parfois des milliers de kilomètres avant d'arriver dans notre assiette, ceci ne nous empêche pas de la manger (sans appétit parce qu'il faut bien avouer que les kilomètres ne sont pas synonyme de goût). Evidemment au Luxembourg il est difficile de faire autrement, malgré quelques initiatives locales, l'offre en produit biologique d'origine régionale reste insuffisante compte tenu de la demande.

Et pourtant, l'exemple des AMAP démontre que l'on peut faire autrement en se basant sur quelques grands principes: agriculture biologique, production locale, dimension sociale, partage des risques et des bénéfices entre consommateur et producteur. Ce que l'on pourrait résumer par cette formule: „J'ai la responsabilité de te nourrir sainement, tu as la responsabilité de me faire vivre dignement“. Les AMAP ne sont pas la panacée universelle, mais peut-être un premier pas vers une agriculture

citoyenne basée sur la souveraineté alimentaire.

Suivant les expériences décrites par les acteurs lors du colloque (présentations de 14 témoignages de différents pays), le système a permis la création et la pérennisation de nombreux emplois notamment en facilitant l'accès à la propriété par la valorisation des dimensions collectives et solidaires de la terre et de sa gestion (et des possibilités de mise en place d'un fond global d'accès à la terre).

Le dernier jour du colloque était consacré au dialogue politique et une des thématiques portait sur „la relance de l'agriculture de proximité et des ceintures vertes autour des villes et le rôle des politiques publiques locales“ qui montre bien que c'est un débat qui nous concerne tous, urbains comme ruraux.

Le point commun de tous les témoignages était avant tout la mise en exergue du facteur humain, le fait de retrouver sa place dans la société et de pouvoir transmettre un savoir, un patrimoine vivant qui serait autrement condamné à l'oubli. Mais la dimension économique n'était pas oubliée car de nombreuses ex-

ploitations traditionnelles existantes ont été sauvées de la faillite par la constitution d'une AMAP. Economique et solidaire, donc...

L'initiative de création d'une AMAP vient soit d'un groupe de citoyens, soit d'un producteur. Pour illustrer la démarche, prenons l'exemple du Canada et des ASC (Agriculture soutenue par la communauté) qui fonctionnent suivant les mêmes principes. Le système est basé sur un partenariat de récolte qui relie des citoyens et citoyennes à des fermes biologiques locales (maraîchage ou élevage). Les fermes proposent un engagement pour toute une saison aux citoyens et ces derniers s'engagent à payer à l'avance leur approvisionnement (partage des risques et des bénéfices liés à l'agriculture).

Cette formule „gagnant-gagnant“ offre du côté des citoyens le privilège du lien direct avec l'agriculteur, l'accès à des légumes fraîchement cueillis et écologiques, un rôle comme acteur important dans le développement de l'agriculture biologique et locale. Les producteurs ont le soutien d'un groupe de citoyens engagés, la garantie d'un revenu tôt en saison et la possibilité de planifier d'avance la production et les récoltes.

De plus en plus souvent, la question de l'agroalimentaire est sous le feu de l'actualité, essentiellement sous l'angle de crises sanitaires ou économiques. Ce ne sont que des signes avant-coureurs de ce qui nous attend demain. Dans la course incessante à la productivité nous avons la prétention d'oublier un patrimoine transmis de génération en génération. N'est-il pas de notre responsabilité de maintenir et de recréer les espaces nourriciers de demain pour les générations à venir?

Des initiatives existent, à nous de les faire vivre et/ou de les initier à commencer dans nos actes de consommation au quotidien.

→ Nicolas Brootcorne est collaborateur de l'Objectif Plein Emploi

*** L'appellation varie suivant les pays: AMAP en France, les CSA dans les pays anglosaxons, les ASC au Québec, les Teikels au Japon, les Reciproco au Portugal ou les Food Teams en Belgique**

Neue Ökonomie (13)

Neue Ideen, neue Dienste



In der folgenden Zeit wurden die Aktivitäten der „Action sociale pour jeunes“ (ASJ) immer mehr von der Entwicklung innerhalb der nationalen Politik beeinflusst. So im Jahr 1998 – das Gesetz über die Pflegeversicherung stand vor seiner Verwirklichung –, als die Verantwortlichen von OGB-L, ASJ, Croix-Rouge und den vier Süd-Spitälern (Differdingen, Esch/Alzette, Düdelingen und Steinfort) sich zusammenfanden, um – im Rahmen dieses Gesetzes – ein neues Projekt auszuarbeiten.

Dieses Projekt „Hëllef fir d'Biergerin an de Bierger asbl.“ sollte den Pflegebedürftigen eine ganze Anzahl von Diensten anbieten und ihnen so zu einem menschenwürdigen Dasein verhelfen. So sollte sich das Projekt nicht nur auf die medizinische Versorgung begrenzen, sondern den Pflegebedürftigen auch ermöglichen, zu Hause zu leben und ihnen hierzu jede mögliche Hilfe zukommen zu lassen.

Ein solches Projekt – davon waren die Initiatoren überzeugt – passte nicht nur ausgezeichnet in die Philosophie der Solidarwirtschaft, sondern auch in ihre Vorstellung von einer lokalen Entwicklung, die eine Verbesserung der Lebensqualität und die Schaffung von Arbeitsplätzen vorsah.

Es wurden Kontakte zu den offiziellen Instanzen aufgenommen und, um die Arbeiten konkret aufnehmen zu können, wurde ein „Centre d'initiative et de gestion sectoriel dépendance“ gegründet, um das für die Leitung benötigte Personal einstellen zu können. Die für die Pflegebedürftigen vorgesehenen Dienste wurden hauptsächlich von den Mitarbeitern der Croix-Rouge verrichtet. Das Projekt erhielt die Bezeichnung HELP.

Aber auch ein anderes Projekt nahm immer mehr seine neue Form an, es war das Projekt „Objectif Plein Emploi“ (OPE). Bisher war es das „Comité intercommunal pour le développement et l'emploi“ (CIDE), mit Beratung durch die ASJ, welches mit der täglichen Aufsicht über die lokalen Projekte befasst war. Aber sowohl Zuständigkeits- wie auch Koordinierungsprobleme zwischen den beiden Vereinigungen trugen nicht dazu bei, die Identität dieses rasch wachsenden Projekts zu schärfen.

Nach ausgiebigen Diskussionen wurde beschlossen, dass eine einzige Organisation sämtliche Forschungs-, Verwaltungs- und Informationsaufgaben übernehmen sollte – und zwar das „Objectif Plein Emploi“ (OPE). Gründungsmitglieder des OPE waren die ASJ asbl., OGB-L Plein Emploi asbl., Coopérative Kobold und die Central du LAV.

1998 wurden 205 Mitarbeiter beschäftigt.

Nic Eickmann

→ wird fortgesetzt



Le chou existe encore dans nos jardins, il ne se trouve pas qu'en sachet dans le rayon surgelés de nos supermarchés

Cette page a été réalisée en collaboration avec l'Institut européen de l'économie solidaire (Inees)